



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/20
2 mars 2009

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-septième réunion
Montréal, 30 mars – 3 avril 2009

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ONU
POUR L'ANNÉE 2009**

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. L'ONUDI demande au Comité exécutif d'approuver son programme de travail de 2009 pour la somme de 1 774 847 \$US, plus les coûts d'appui à l'agence de 134 614 \$US.

2. Les activités proposées dans le programme de travail de l'ONUDI pour l'année 2009 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Programme de travail de l'ONUDI

Pays	Activité/projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE			
A1. Renouvellement des projets de renforcement des institutions :			
Ex-République yougoslave de Macédoine	Renforcement des institutions (phase VI)	132 347	132 347
Total partiel de la section A1 :		132 347	132 347
A2. Préparation supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC :			
Albanie	Préparation supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC	55 000	55 000
Total partiel de la section A2 :		55 000	55 000
A3. Préparation supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC (projets d'investissement) :			
Argentine	Préparation des activités d'investissement dans le secteur de la climatisation	80 000	80 000
Croatie	Préparation des activités d'investissement dans le secteur de la fabrication de la mousse	40 000	40 000
Total partiel de la section A3 :		120 000	120 000
A4. Préparation supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC :			
Guatemala	Préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC	75 000	75 000
Myanmar	Préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC	42 500	42 500
Total partiel de la section A4 :		117 500	117 500
A5. Préparation des projets sur le bromure de méthyle			
Chili	Préparation du projet d'élimination du bromure de méthyle dans la fumigation des sols	50 000	50 000
Total partiel de la section A5 :		50 000	50 000
A6. Assistance technique pour le secteur des solvants :			
Cambodge	Assistance technique pour le secteur des solvants	40 000	40 000
Kenya	Assistance technique pour le secteur des solvants	40 000	40 000
Total partiel de la section visés à l'article 5 :		80 000	80 000
A7. Vérification du plan de gestion de l'élimination finale :			
Oman	Vérification du plan de gestion de l'élimination finale	20 000	20 000
Total partiel de la section A7 :		20 000	20 000
TOTAL de la section A :		574 847	574 847
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Projet de renforcement des institutions (nouveau)			
Arménie	Renforcement des institutions (phase I)	120 000	*
Total partiel de la section B1 :		120 000	*

B2. Préparation des projets de démonstration sur les HCFC :			
Chine	Préparation du projet de démonstration dans le secteur des climatiseurs individuels	60 000	*
Chine	Préparation du projet de démonstration dans le secteur de la fabrication de compresseurs	30 000	*
Indonésie	Préparation du projet de démonstration dans le secteur des mousses	60 000	*
Uruguay	Préparation de projets de démonstration dans le secteur de la fabrication de réfrigérateurs commerciaux (démonstration pour 2 entreprises)	60 000	*
Total partiel de la section B2 :		210 000	
B3. Préparation de projets pour la destruction de SAO			
Chili	Projet pilote de destruction des SAO	60 000	*
Chine	Projet pilote de destruction des SAO	100 000	*
Croatie	Projet pilote de destruction des SAO	30 000	*
République populaire démocratique de Corée	Projet pilote de destruction des SAO	40 000	*
Iran	Projet pilote de destruction des SAO	60 000	*
Macédoine	Projet pilote de destruction des SAO	30 000	*
Nicaragua	Projet pilote de destruction des SAO	40 000	*
Pakistan	Projet pilote de destruction des SAO	40 000	*
Serbie	Projet pilote de destruction des SAO	40 000	*
Turquie	Projet pilote de destruction des SAO	60 000	*
Venezuela	Projet pilote de destruction des SAO	70 000	*
Total partiel de la section B3 :		570 000	
B4. Assistance technique pour la mobilisation de fonds :			
Mondial	Mobilisation des ressources pour l'élimination des HCFC et les bénéfices accessoires	300 000	*
Total partiel de la section B4		300 000	
TOTAL de la section B :		1 200 000	
Total partiel des sections A et B :		1 774 847	574 847
Coûts d'appui aux agences (7,5 pour cent pour la préparation de projets, le renforcement des institutions et autres activités de plus de 250 000 \$US, et 9 pour cent pour les autres activités de moins de 250 000 \$US) :		134 614	44 614
Total :		1 909 461	619 461

* Projet soumis à un examen individuel ou en instance

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE

A1. Renouvellement des projets de renforcement des institutions :

Ex-République yougoslave de Macédoine (phase VI) : 132 347 \$US

Description du projet

3. L'ONUDI présente la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour l'ex-République yougoslave de Macédoine. La description de la demande de ce pays est jointe à l'annexe I au présentes.

Observations et recommandations du Secrétariat

4. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de la demande de renouvellement du renforcement des institutions pour l'ex-République yougoslave de Macédoine au niveau de financement indiqué au tableau 1. Le Comité exécutif pourrait souhaiter transmettre au gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine les commentaires exprimés ci-dessous.

« Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions en ex-République yougoslave de Macédoine et prend note avec grande satisfaction que le pays a rapporté une consommation nulle de CFC pour l'année 2007, ce qui lui donne une longueur d'avance dans la réalisation de l'élimination complète des CFC prévue en 2010. Le Comité exécutif remercie également le gouvernement de son rôle de leadership au sein du réseau des administrateurs des SAO des pays de l'Asie centrale et orientale. Le Comité exécutif espère donc que l'ex-République yougoslave de Macédoine poursuivra ses efforts dans la mise en œuvre des activités d'élimination des SAO au cours des deux prochaines années avec un succès retentissant. »

A2. Préparation supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC :

Albanie : Préparation supplémentaire des plans de gestion de l'élimination des HCFC : 55 000 \$US

Description du projet

5. L'ONUDI présente une demande de fonds supplémentaires de 55 000 \$US pour la préparation de projets pour l'Albanie. L'Albanie a reçu la somme de 30 000 \$US pour la préparation de son plan de gestion de l'élimination des HCFC à la 55^e réunion car elle avait déclaré une consommation nulle, conformément à la décision 55/13. La demande est présentée car les données déclarées en vertu de l'article 7 par l'Albanie révèlent une consommation de 2,5 tonnes PAO de HCFC-22.

Observations du Secrétariat

6. Le Secrétariat prend note que cette proposition est conforme à la décision 55/13, qui stipule que les pays ayant déclaré une consommation nulle peuvent présenter une demande de fonds supplémentaires pour la préparation de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC lorsque de nouvelles données révèlent une consommation de HCFC au pays. Les données communiquées en vertu de l'article 7 pour l'année 2007 par l'Albanie soutiennent cette demande.

Recommandation du Secrétariat

7. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de la demande de financement supplémentaire pour la préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC pour l'Albanie au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 du présent document.

A.3 Préparation supplémentaire des projets d'investissement des plans de gestion de l'élimination des HCFC

Argentine : Préparation des activités d'investissement dans le secteur de la climatisation : 80 000 \$US

Description du projet

8. L'ONUDI présente une demande de fonds pour préparer un plan sectoriel pour le secteur de la fabrication de climatiseurs individuels, pour lequel l'Argentine a désigné l'ONUDI comme agence responsable.

9. L'ONUDI appuie sa demande en indiquant que la somme demandée paiera les coûts de préparation de projets d'investissement dans dix entreprises de fabrication de climatiseurs au pays, dont la consommation totale s'élève à 1 138 tonnes (56,9 tonnes PAO) de HCFC-22. Le document précise également que l'élimination dans ce secteur aidera considérablement l'Argentine à respecter les échéances de 2013 et 2015 pour les HCFC.

Observations du Secrétariat

10. Dans sa décision 56/16, le Comité exécutif a décidé que les pays dont la consommation de HCFC était inférieure à 500 tonnes PAO en 2007 étaient admissibles à une somme maximum de 250 000 \$US pour la préparation de projets d'investissement dans le cadre de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC. L'Argentine a déclaré une consommation de 342,5 tonnes PAO de HCFC en vertu de l'article 7.

11. Dans son examen de la proposition, le Secrétariat a pris note que l'ONUDI est l'agence d'exécution principale en Argentine dans la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC et que l'ONUDI devra travailler en très étroite collaboration avec le pays afin de préparer un plan de gestion de l'élimination des HCFC complet qui porte sur tous les secteurs et qui permettra à l'Argentine de respecter les mesures de réglementation de 2013 et 2015 pour les HCFC. Il a aussi pris note que l'ONUDI a fourni l'information sur le secteur demandée par le Secrétariat.

12. Le Secrétariat a aussi pris note que mise à part la présente demande, l'Argentine sera admissible à un financement maximum de 170 000 \$US pour les activités d'investissement de son plan de gestion de l'élimination des HCFC. Aucune autre agence n'a demandé de financement supplémentaire pour la préparation de projets d'investissement en Argentine à la présente réunion.

Recommandation du Secrétariat

13. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de la demande de l'ONUDI concernant la préparation de projets d'investissement dans le cadre du plan de gestion de l'élimination des HCFC de l'Argentine, au niveau de financement indiqué au tableau 1 du présent document, étant entendu que le Comité exécutif n'approuvera aucune autre demande de financement pour la préparation de projets pour respecter les mesures de réglementation de 2013 et 2015 visant le secteur de la fabrication de climatiseurs.

Croatie : Préparation des activités d'investissement dans le secteur de la fabrication de la mousse :
40 000 \$US

Description du projet

14. L'ONUDI présente une demande de fonds pour la préparation du plan sectoriel pour le secteur des mousses en Croatie, dans le cadre de son plan de gestion de l'élimination des HCFC.

15. En appui de sa proposition, l'ONUDI a indiqué que la somme demandée paiera les coûts de préparation de projets d'investissement pour l'élimination d'environ 40 tonnes de HCFC-141b utilisées dans la fabrication de mousse de polyuréthane en Croatie. Le document précise également que l'élimination réalisée dans ce secteur aidera considérablement la Croatie à respecter ses engagements de 2013 et de 2015 pour les HCFC.

Observations du Secrétariat

16. Dans sa décision 56/16, le Comité exécutif a décidé que les pays qui ont déclaré une consommation de moins de 100 tonnes PAO pour l'année 2007 étaient admissibles à une somme maximum de 100 000 \$US pour des activités de préparation supplémentaires pour les projets d'investissement faisant partie de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC. La Croatie a déclaré une consommation de 7,7 tonnes PAO de HCFC en vertu de l'article 7.

17. Dans son examen de la proposition, le Secrétariat a pris note que l'ONUDI a fourni l'information de base sur le secteur demandée par le Secrétariat. L'ONUDI a aussi confirmé que ces activités englobent toute la première phase dans le secteur des mousses et que les projets développés seront intégrés au plan de gestion finale de l'élimination des HCFC.

18. Le Secrétariat a aussi pris note que mise à part la présente demande, la Croatie sera admissible à un financement maximum de 60 000 \$US pour les activités d'investissement de son plan de gestion de l'élimination des HCFC. Aucune autre agence n'a demandé de financement supplémentaire pour la préparation de projets d'investissement en Croatie à la présente réunion.

Recommandation du Secrétariat

19. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de la demande de l'ONUDI concernant la préparation de projets d'investissement dans le cadre du plan de gestion de l'élimination des HCFC de la Croatie au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 du présent document, étant entendu que le Comité exécutif n'approuvera aucune autre demande de financement pour la préparation de projets pour assurer le respect des mesures de réglementation de 2013 et 2015 dans le secteur des mousses.

A.4 Préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC

a) Guatemala	Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC	75 000 \$US
b) Myanmar	Préparation d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC	42 500 \$US

Description du projet

20. L'ONUDI présente deux nouvelles demandes de préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC. La consommation de HCFC déclarée par ces pays est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Pays	Consommation de HCFC en 2007 (tonnes PAO)		Somme recommandée pour approbation (\$US)
	HCFC141-b	HCFC-22	
Guatemala	1,2320	4,6244	75 000
Myanmar	0	2,37	42 500

Observations du Secrétariat

21. Le Secrétariat a pris note que ces demandes de financement pour la préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC sont préparées en collaboration avec le PNUE et qu'elles visent le reste des sommes disponibles pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC dans ces deux pays, indiquées dans le programme de travail du PNUE présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/19. Le Secrétariat a pris note que ces demandes sont conformes à la décision 56/16.

Recommandation du Secrétariat

22. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de ces demandes de préparation de projets des plans de gestion de l'élimination des HCFC du Guatemala et du Myanmar, comme indiqué ci-dessus, au niveau de financement indiqué au tableau 1 du présent document.

A 5. Préparation des projets sur le bromure de méthyle

Chili : Préparation du projet d'élimination du bromure de méthyle dans la fumigation des sols : 50 000 \$US

Description du projet

23. L'ONUDI présente, au nom du gouvernement du Chili, une demande de financement pour la préparation d'un projet d'investissement pour l'élimination du bromure de méthyle au Chili. Le projet a pour but d'éliminer les utilisations restantes de bromure de méthyle dans la fumigation des sols utilisés dans la production de fraises au Chili.

24. L'ONUDI indique que les sommes demandées permettront de réaliser l'élimination complète du bromure de méthyle au pays et qu'aucune autre somme ne sera demandée pour ce secteur.

Observations du Secrétariat

25. La valeur de référence pour la consommation de bromure de méthyle au Chili est de 212,5 tonnes PAO. La consommation de bromure de méthyle au Chili en 2007 a été de 168 tonnes PAO. Le Secrétariat a pris note que bien que plusieurs projets aient été approuvés pour le secteur du bromure de méthyle au Chili, aucun d'entre eux n'a porté sur la fumigation des sols utilisés dans la culture des fraises. Le Chili est un des plus gros producteurs de fraises de la région et l'élimination du bromure de méthyle

dans ce secteur sans analyse approfondie des technologies et des substances de remplacement aura des conséquences néfastes sur l'économie agricole.

26. Au cours de ses discussions sur le projet avec l'ONUDI, le Secrétariat a été informé qu'en proposant ce projet, le gouvernement du Chili reconnaît qu'il n'y aura plus d'aide financière disponible pour l'élimination du bromure de méthyle au pays et qu'il ne demandera aucune assistance financière supplémentaire pour cette substance.

Recommandation du Secrétariat

27. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de ce projet au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 du présent document, étant entendu que cette somme constitue le dernier soutien financier accordé pour l'élimination du bromure de méthyle au Chili.

A6. Assistance technique pour le secteur des solvants :

a)	Cambodge : Assistance technique pour le secteur des solvants	40 000 \$US
b)	Kenya : Assistance technique pour le secteur des solvants	40 000 \$US

Description du projet

28. L'ONUDI demande l'approbation de la somme de 40 000 \$US par pays pour le Cambodge et le Kenya, plus les coûts d'appui à l'agence, afin d'offrir une assistance technique pour l'élimination de faibles quantités de consommation déclarée de tétrachlorure de carbone et pour assurer la pérennité de l'élimination des autres solvants à base de SAO. L'ONUDI a précisé que cette somme est le seul soutien financier que ces pays demanderont pour le secteur des solvants.

Observations du Secrétariat

29. Le Cambodge a déclaré une consommation nulle de tétrachlorure de carbone en 2007, tandis que le Kenya a déclaré une consommation de 0,1 tonne PAO. Le Cambodge a déclaré une consommation de 0,3 tonne PAO de méthyle chloroforme, tandis que le Kenya a déclaré une consommation de 0,1 tonne PAO pour cette même année. La valeur de référence pour le tétrachlorure de carbone est nulle pour le Cambodge et de 65,9 tonnes PAO pour le Kenya, et la valeur de référence pour le méthyle chloroforme est de 0,5 tonne PAO pour le Cambodge et de 1,1 tonne PAO pour le Kenya.

30. La proposition de l'ONUDI s'inscrit dans les récents efforts entrepris dans le but d'établir un programme pour éliminer les faibles niveaux de consommation dans le secteur des solvants dans les pays visés à l'article 5. Le Secrétariat a toutefois pris note que le Programme d'aide à la conformité du PNUE offre une assistance spéciale aux pays dont la consommation résiduelle dans les secteurs du bromure de méthyle et des solvants est de nulle à presque nulle. Le Secrétariat a demandé à l'ONUDI si ces propositions avaient été abordées avec le PNUE et quel genre d'assistance ces pays avaient déjà reçu. L'ONUDI a précisé que ces pays demandent une assistance technique car, bien qu'ils reconnaissent que le Programme d'aide à la conformité offre une assistance utile, ils désirent développer des activités précises dans le secteur qui ne sont possibles que dans le cadre de ce programme.

31. L'ONUDI a aussi indiqué que les sommes demandées serviront à identifier la source exacte de ces faibles consommations et à présenter des ateliers techniques dans les pays visés.

Recommandation du Secrétariat

32. Compte tenu de ce qui précède, le Secrétariat recommande l'approbation générale de ces demandes au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 au présent document.

A7. Vérification du plan de gestion de l'élimination finale :

Oman : Vérification du plan de gestion de l'élimination finale : 20 000 \$US

Description du projet

33. Dans sa décision 45/54, le Comité exécutif demande, entre autres, la vérification annuelle d'un échantillon sélectionné au hasard de plans de gestion de l'élimination finale en cours de mise en œuvre approuvés pour des pays à faible volume de consommation (par exemple, 10 pour cent des plans de gestion de l'élimination finale approuvés). Le Secrétariat a choisi au hasard quelques plans de gestion de l'élimination finale approuvés pour le présent exercice et l'Oman était sur cette liste. En tant qu'agence d'exécution responsable du plan de gestion de l'élimination finale en Oman, l'ONUDI a été invitée à présenter une demande de financement pour effectuer la vérification, aux fins d'examen à la présente réunion dans le cadre de son programme de travail pour l'année 2009. L'ONUDI demande la somme de 20 000 \$US pour cette vérification.

Observations et recommandations du Secrétariat

34. L'ONUDI a informé le Secrétariat que la somme demandée est conforme aux coûts actuels et aux sommes approuvées par le Comité exécutif pour des vérifications du genre lors de réunions précédentes.

35. Le Secrétariat recommande l'approbation générale de la demande au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 au présent document.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL

B1. Projets de renforcement des institutions (nouveaux)

Arménie : Renforcement des institutions, phase I : 120 000 \$US

Description du projet

36. L'ONUDI demande un soutien financier pour le renforcement des institutions en Arménie, au nom du gouvernement de l'Arménie. La somme demandée est de 120 000 \$US, plus les coûts d'appui, pour une période initiale de deux ans.

37. La République d'Arménie est devenue Partie non visée à l'article 5 à la Convention de Vienne et au Protocole de Montréal en 1999. En tant que membre du groupe de pays à économie en transition, l'Arménie a reçu l'assistance du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) afin de préparer son programme de pays, qu'elle a achevé en 2001. Au cours de la quatorzième Réunion des Parties, la classification de l'Arménie a été changée à pays en développement visé à l'article 5 du Protocole de Montréal, malgré sa situation économique difficile. L'Arménie a ratifié tous les amendements et ajustements au Protocole de Montréal.

38. L'Arménie possède un Bureau national de l'ozone fonctionnel établi grâce au soutien accordé par le FEM pour le renforcement des institutions et la création de capacités. L'ONUDI estime que ce projet sera achevé en mars 2009. En tant que pays visés à l'article 5, l'Arménie demande donc l'assistance du Fonds multilatéral afin de continuer à financer les activités de son Bureau national de l'ozone. La proposition qui accompagne cette demande résume comme suit les principaux objectifs des sommes demandées pour le renforcement des institutions :

- a) Continuer à surveiller les importations et la consommation des SAO, leur utilisation et les rapports les concernant;
- b) Coordonner les projets d'élimination des SAO actuels ainsi que les travaux des agences d'exécution;
- c) Représenter le gouvernement de l'Arménie dans les tribunes régionales et internationales.

39. La proposition comprend également l'engagement du gouvernement de l'Arménie à fournir chaque année une contribution en biens et services au Bureau national de l'ozone de l'ordre de 50 000 \$US, en plus des sommes demandées pour le renforcement des institutions.

Observations du Secrétariat

40. Le gouvernement de l'Arménie est engagé à poursuivre les travaux entrepris par le Bureau national de l'ozone afin de respecter les obligations du pays aux termes du Protocole de Montréal. Le Secrétariat a pris note que la proposition décrit en détail les activités qui seront entreprises au cours de cette phase. Il a également pris note du nombre d'activités mises en œuvre avec succès en Arménie, et du fait que le pays est en conformité aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal.

41. L'ONUDI a présenté à la 51^e réunion, une demande pour la préparation d'un plan de gestion de l'élimination finale pour l'Arménie compris dans son plan d'activités. Dans sa décision 51/5 sur le plan d'activités général des agences d'exécution, le Comité exécutif a décidé d'inclure, au cas par cas, la demande de plan de gestion de l'élimination finale pour l'Arménie ainsi que les nouveaux projets de renforcement des institutions dans la catégorie « activités de financement supplémentaires hors budget » dans le plan d'activités de la période triennale. Cette décision a été prise dans le contexte de l'établissement des priorités pour les activités non requises pour la conformité selon le modèle axé sur la conformité.

42. Le Secrétariat a aussi pris note que tout comme la décision du Comité exécutif sur le Turkménistan, dont la situation est semblable à celle de l'Arménie (c.-à-d., un ancien pays non visé à l'article 5 ayant reçu l'assistance financière du FEM et reclassé pays visé à l'article 5), la décision 46/21 a approuvé des fonds pour le projet de renforcement des institutions au Turkménistan. À la lumière de cette information, l'Arménie pourrait aussi être admissible à un soutien financier pour le renforcement des institutions.

Recommandation du Secrétariat

43. Compte tenu de ce qui précède, le Comité exécutif pourrait souhaiter approuver la demande de la phase I du projet de renforcement des institutions pour l'Arménie pour une période deux ans pour la somme de 120 000 \$US, plus les coûts d'appui à l'agence de 9 000 \$US.

B2. Préparation de projets de démonstration sur les HCFC

- a) Chine : Préparation du projet de démonstration dans le secteur des climatiseurs individuels : 60 000 \$US
- b) Chine : Préparation du projet de démonstration dans le secteur de la fabrication de compresseurs : 30 000 \$US

44. L'ONUDI présente deux demandes de préparation de projets de démonstration en Chine, une pour le secteur de la climatisation et l'autre pour le secteur de la fabrication de compresseurs. L'information fournie pour les propositions ci-dessus est résumée ci-dessous :

- a) La Chine est le plus gros producteur de climatiseurs individuels au monde. Le secteur regroupe une centaine d'entreprises. Il n'existe pas actuellement de solutions finales en place pour remplacer le HCFC-22 dans le secteur, et la plupart des technologies prometteuses sont à base d'hydrocarbures, d'hydrofluorocarbone (HFC) et de dioxyde de carbone (CO₂). L'ONUDI préparera deux projets de démonstration pour le secteur de la fabrication de climatiseurs individuels afin d'étudier les conséquences techniques et financières de la reconversion au HFC-410A et au HC-290 dans deux entreprises, Qingdao Haier et Guangzhou Midea. La consommation globale de HCFC-22 dans ces deux entreprises s'élève à 12 000 tonnes (600 tonnes PAO) pour l'année 2007.
- b) L'ONUDI a reçu une demande de la Chine pour la préparation d'un projet de démonstration sur la reconversion d'une chaîne de fabrication de compresseurs à une technologie sans HCFC dans le secteur de la fabrication des climatiseurs individuels. Le projet examinera les conséquences techniques et financières de la reconversion. Ce projet sera préparé pour Shanghai Haili, un fabricant de compresseurs qui a fabriqué environ 12 660 000 trousseaux en 2007, dont dix pour cent étaient destinées à l'exportation. Le projet fera la démonstration de la faisabilité du HC-290.

45. L'ONUDI a indiqué que les sommes destinées à la préparation du projet serviront à développer des propositions d'investissement individuelles qui porteront sur la faisabilité technique des technologies choisies, l'assistance technique pour l'entreprise et le calcul des coûts/économies d'exploitation associés à l'utilisation de la technologie proposée.

Observations du Secrétariat

46. Le Secrétariat a pris note que l'information fournie par l'ONUDI pour appuyer les demandes d'assistance financière pour la préparation des projets de démonstration ci-dessus en Chine respecte, en partie, les critères de la décision 56/16 i), qui stipule, entre autres que la demande de financement de la préparation des projets de démonstration doit fournir le nom du pays, le secteur, une courte description du projet, le nombre approximatif de tonnes PAO à éliminer, la ou les entreprises visées, s'il y a lieu, la date du début des activités de l'entreprise et une description des raisons impérieuses pour lesquelles le Comité exécutif doit choisir ce projet. Les propositions soumises ne comprennent pas de raison impérieuse pour lesquelles le Comité exécutif doit choisir ces projets comme projets de démonstration, comme l'exige la décision mentionnée. De plus, la demande pour l'entreprise de fabrication de compresseurs ne précise pas la quantité de HCFC qui sera éliminée dans le cadre de ce projet.

47. L'ONUDI a expliqué que ces propositions sont présentées en réponse à la décision 55/43 f) dans laquelle, entre autres, le Comité exécutif invite les agences à présenter un nombre restreint de projets de

démonstration sur la reconversion des HCFC à des technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète dans les sous-secteurs de la réfrigération et de la climatisation, et à identifier toutes les étapes requises et évaluer les coûts qui y sont associés. Ces propositions sont également présentées en réponse à la demande du gouvernement de la Chine sur la nécessité de mettre en évidence la technologie décrite pour les différentes applications, afin que le gouvernement de la Chine et l'industrie de la climatisation puissent choisir parmi les technologies proposées pour remplacer le HCFC dans ces secteurs.

48. Le Secrétariat a aussi pris note que les trois entreprises ont débuté leurs activités avant juillet 1995, ce qui respecte la décision 17/7 sur l'admissibilité des entreprises fondées après le 25 juillet 1995.

Recommandation du Secrétariat

49. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner les demandes d'assistance financière pour la préparation des deux projets de démonstration en Chine, conformément aux décisions 55/43 f) et 56/16 i), et à la lumière de l'information fournie ci-dessus :

- a) La préparation d'un projet de démonstration dans deux entreprises de fabrication de climatiseurs en Chine pour la somme de 60 000 \$US, plus les coûts d'appui de 4 500 \$US.
- b) La préparation d'un projet de démonstration pour une entreprise de fabrication de compresseurs en Chine pour la somme de 30 000 \$US, plus les coûts d'appui de 2 250 \$US.

Indonésie : Préparation du projet de démonstration dans le secteur des mousses : 60 000 \$US

Description du projet

50. L'ONUDI présente la demande ci-dessus pour la préparation de deux projets de démonstration dans le secteur des mousses en Indonésie. La proposition porte sur le développement de deux projets sur des technologies sans HCFC et à faible potentiel de réchauffement de la planète pour des sous-secteurs différents du secteur de la mousse de polyuréthane : la fabrication de panneaux sandwich en polyuréthane rigide et la production de mousse souple moulée.

51. Un des projets sera préparé pour PT Airtekindo Prima, une entreprise fondée en 1993 qui fabrique des panneaux sandwich en mousse de polyuréthane rigide. L'entreprise a consommé 60 tonnes de HCFC-141b en 2008. Le projet de démonstration se penchera sur l'utilisation du cyclopentane domestique et comprend la validation de nouvelles technologies pour l'utilisation de fractions de C-5, lesquelles seront fournies par un producteur local de produits pétrochimiques en Indonésie.

52. Le deuxième projet sera préparé pour PT Universal Furnitech Industry, une entreprise qui fabrique des chaises dont la structure est en métal et bois. La mousse entre dans la fabrication des appuie-bras, des sièges et des appuie-tête. L'entreprise a été fondée en 1996. Elle a consommé 12 tonnes de HCFC-141b en 2008. L'entreprise utilise encore un distributeur de mousse haute pression pour ses moules ainsi qu'un mélange manuel pour les petits moules utilisés pour les appuie-bras et les appuie-tête. Le projet portera sur la démonstration du cyclopentane, comme pour le projet précédent. Ces technologies sont nouvelles en Indonésie.

53. L'ONUDI a indiqué que les sommes demandées pour les deux projets serviront à payer les services d'experts et les déplacements nécessaires pour le développement des projets pour les deux entreprises.

Observations du Secrétariat du Fonds

54. Le Secrétariat a pris note que l'information fournie par l'ONUDI pour appuyer ses demandes de fonds pour la préparation des projets de démonstration ci-dessus répond aux exigences de la décision 56/16 i) qui stipule, entre autres, que la demande de financement de la préparation des projets de démonstration doit fournir le nom du pays, le secteur, une courte description du projet, le nombre approximatif de tonnes PAO à éliminer, la ou les entreprises visées, s'il y a lieu, la date du début des activités de l'entreprise et une description des raisons impérieuses pour lesquelles le Comité exécutif doit choisir ce projet. Les propositions présentées ne comprennent pas les raisons impérieuses pour lesquelles le Comité exécutif doit choisir le projet, comme l'exige la décision.

55. L'ONUDI a expliqué que ces propositions sont présentées en réponse à la décision 55/43 f) dans laquelle, entre autres, le Comité exécutif invite les agences à présenter un nombre restreint de projets de démonstration. Le Secrétariat a toutefois pris note que dans le cas du secteur des mousses, la décision 55/43 e) demande explicitement des projets de démonstration impliquant des sociétés de formulation et/ou des fournisseurs de produits chimiques intéressés, afin de développer, d'optimiser et de valider des formules chimiques utilisées pour des agents de gonflage sans HCFC. Les projets proposés ci-dessus ne répondent pas aux critères particuliers de cette catégorie de projets pour le secteur des mousses. Le Secrétariat a toutefois constaté que l'ONUDI a indiqué que ces projets de démonstration porteront sur des technologies de remplacement présentant un faible potentiel de réchauffement de la planète, que la technologie est nouvelle et qu'elle a besoin d'être validée à plus grande échelle au pays avant de pouvoir être utilisée.

56. Le Secrétariat a aussi pris note qu'une des deux entreprises a débuté des activités après juillet 1995, ce qui n'est pas conforme à la décision 17/7 sur l'admissibilité des entreprises fondées après le 25 juillet 1995.

Recommandation du Secrétariat

57. Comme le projet ne correspond pas exactement aux critères de la décision 55/43 e), le Secrétariat est incapable de recommander l'approbation des sommes demandées. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner le projet à la lumière des observations ci-dessus.

Uruguay : Préparation de projets de démonstration dans le secteur de la fabrication de réfrigérateurs commerciaux (démonstration pour 2 entreprises) : 60 000 \$US

Description du projet

58. L'ONUDI présente la demande de soutien financier ci-dessus pour la préparation de deux projets de démonstration pour le secteur de la fabrication de réfrigérateurs commerciaux en Uruguay. La proposition porte sur le développement de deux projets pour des entreprises de fabrication d'équipement de réfrigération situées à Montevideo. Les projets de démonstration proposés pourraient éliminer environ 10 tonnes de HCFC utilisées dans la fabrication d'équipement de réfrigération en Uruguay. La proposition mentionne que les deux entreprises non identifiées, fondées avant juillet 1995, sont prêtes à adopter des technologies de remplacement.

59. Les activités de préparation porteront sur différents frigorigènes adaptés aux conditions et aux formules utilisés par les deux entreprises. Des tests d'efficacité et de consommation d'énergie seront effectués. L'ONUDI indique que sommes demandées pour les deux projets serviront à payer le coût des experts et des déplacements pour développer ces projets pour les entreprises.

Observations du Secrétariat

60. Le Secrétariat a pris note que l'information fournie par l'ONUDI pour appuyer ses demandes d'assistance financière pour la préparation des projets de démonstration ci-dessus ne respecte pas les critères de la décision 56/16 i) car elle ne comprend pas le nom des entreprises, une estimation de la consommation de SAO pour chacune des entreprises et la technologie en particulier qui sera mise en démonstration. La proposition ne contient pas l'information dont le Secrétariat a besoin pour présenter ses recommandations. L'ONUDI a été invitée à fournir les données demandées à la décision 56/16 et pourtant, les données reçues sont incomplètes. De plus, les deux projets ne fournissent pas une raison impérieuse pour laquelle le Comité exécutif devrait choisir ces projets de démonstration.

61. Le Secrétariat a aussi pris note que la proposition indique que ces deux entreprises non identifiées ont débuté leurs activités avant juillet 1995, ce qui est conforme à la décision 17/7 sur l'admissibilité des entreprises fondées après le 25 juillet 1995.

Recommandation du Secrétariat

62. Compte tenu de ce qui précède, le Secrétariat est incapable de recommander l'approbation des sommes demandées. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner le projet à la lumière des observations ci-dessus.

B3. Préparation de projets pour la destruction de SAO

Chili : Projet pilote de destruction des SAO : 60 000 \$US

Chine : Projet pilote de destruction des SAO : 100 000 \$US

Croatie : Projet pilote de destruction des SAO : 30 000 \$US

République populaire démocratique de Corée : Projet pilote de destruction des SAO : 40 000 \$US

Iran : Projet pilote de destruction des SAO : 60 000 \$US

Ex-République yougoslave de Macédoine : Projet pilote de destruction des SAO : 30 000 \$US

Nicaragua : Projet pilote de destruction des SAO : 40 000 \$US

Pakistan : Projet pilote de destruction des SAO : 40 000 \$US

Serbie : Projet pilote de destruction des SAO : 40 000 \$US

Turquie : Projet pilote de destruction des SAO : 60 000 \$US

Venezuela : Projet pilote de destruction des SAO : 70 000 \$US

Description des projets

63. L'ONUDI présente des demandes d'assistance financière pour onze projets pilotes pour la destruction de SAO. Ces projets pilotes sont proposés pour les pays en rubrique.

64. Dans sa proposition, l'ONUDI indique que ces projets pilotes élimineront tous les stocks connus destinés à la destruction, au moyen des activités suivantes :

- Les stocks de SAO indésirables
- La collecte et le transport
- L'examen des technologies et le choix des méthodes de destruction
- La mise à jour des lois nationales et des réglementations favorables aux activités de destruction

- Évaluation des besoins en formation et programmes de formation visant à développer les capacités du pays à régler les questions propres à la destruction des SAO et au futur stockage de SAO indésirables
- Examen des différentes sources de financement possibles (mécanisme pour un développement propre et marchés volontaires, ou autres instruments financiers)

65. Les quantités de SAO à détruire dans les différents pays sont présentées ci-dessous.

Pays	Quantité totale de SAO à détruire (tonnes PAO)
Chili	60,0
Chine	100,0
Croatie	15,0
Iran	30,0
RPD Corée	10,0
ERY Macédoine	10,0
Nicaragua	10,0
Pakistan	50,0
Serbie	50,0
Turquie	14,0
Venezuela	200,0

Observations du Secrétariat

66. Au paragraphe 2 de la décision XX/7, la Réunion des Parties charge le Comité exécutif du Fonds multilatéral d'envisager d'urgence de démarrer des projets pilotes sur la collecte, le transport, le stockage et la destruction des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Bien que le Comité exécutif ait accepté d'inclure des projets sur la destruction des SAO dans les plans d'activités des agences depuis la 51^e réunion, le Comité exécutif n'a pas encore arrêté de méthode pour évaluer les répercussions de cette activité et il n'existe actuellement aucune ligne directrice pour le développement de tels projets. De plus, la présente réunion sera la première occasion où le Comité exécutif pourra examiner les conséquences du paragraphe 2 sur ses activités de financement.

67. Malgré l'absence de lignes directrices, le Secrétariat a demandé à l'ONUDI d'apporter des précisions sur les propositions présentées, d'indiquer ce que les projets pilotes démontreront et de préciser ce à quoi serviront les sommes demandées. L'ONUDI n'a pas fourni de détails précis pour chacune de ces demandes. Elle a plutôt fourni une description générale des activités qui seront entreprises dans le cadre de la préparation des projets et ce sur quoi se penchera l'ensemble du projet. Ces explications sont reprises au paragraphe 64. Le Secrétariat a aussi pris note qu'en plus de dresser un inventaire national et d'examiner et de faire l'essai des technologies de destruction et d'assurer la formation, la proposition examinera également les types de financement et les possibilités de cofinancement avec le mécanisme pour un développement propre et autres marchés volontaires.

68. Le Secrétariat estime que les sommes demandées par l'ONUDI pour les différents pays sont conformes aux sommes accordées antérieurement pour ce type de projet. L'ONUDI a indiqué que ces sommes serviront à payer les coûts habituels de services d'experts et des déplacements nécessaires pour la préparation des projets.

Recommandation du Secrétariat

69. Le Comité exécutif pourrait souhaiter tenir compte de l'information ci-dessus, dont l'absence de lignes directrices pour les projets de destruction des SAO et examiner, à la lumière de l'information ci-dessus, s'il convient de financer les demandes de préparation de projet pour les onze pays ci-dessus, comme le demande l'ONUDI.

B4. Assistance technique

Mondial : Mobilisation des ressources pour l'élimination des HCFC et les bénéfices accessoires : 300 000 \$US

Description du projet

70. L'ONUDI présente une demande d'assistance financière de 300 000 \$US pour un projet de mobilisation des ressources afin de maximiser les avantages climatiques de l'élimination des HCFC. La demande est accompagnée d'une note sur le concept qui décrit les objectifs, les activités et les résultats visés par ce projet.

71. La proposition indique que le projet servira à développer des concepts et des méthodes pour calculer les coûts supplémentaires que devra payer le Fonds multilatéral et qui pourraient correspondre à l'adoption de technologies ou de pratiques créant des avantages accessoires. Ces coûts supplémentaires pourraient être liés en grande partie au rendement énergétique pendant la fabrication et donner lieu à une efficacité énergétique accrue de l'équipement pendant son fonctionnement. L'étude se penchera sur la façon dont ces coûts supplémentaires peuvent être payés, notamment par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), par le biais d'un mécanisme spécial du Fonds multilatéral favorisant une augmentation des approbations de projets d'élimination offrant des avantages accessoires, sans compromettre les sommes restreintes de la reconstitution actuelle.

72. Cette assistance technique devrait avoir pour résultat de fournir une méthode 1) pour calculer les coûts supplémentaires de tenir compte à part entière des avantages climatiques de la technologie lors du choix des technologies de remplacement des HCFC et 2) qui abordera le calcul des avantages climatiques accessoires associés à une bonne gestion et la destruction des SAO indésirables. L'ONUDI prévoit également appliquer ces méthodes à deux de ses projets pilotes en Jordanie et à un des projets de démonstration proposés sur la destruction des SAO.

73. Le tableau ci-dessous offre la ventilation des 300 000 \$ demandée par l'ONUDI :

Consultants internationaux	72 000
Consultants nationaux	48 000
Déplacements	30 000
Équipement	100 000
Gestion, surveillance et formation	50 000
Total	300 000

Observations du Secrétariat

74. La 54^e réunion du Comité exécutif est convenue d'une série de lignes directrices pour la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC, et les 55^e et 56^e réunions ont approuvé une assistance financière pour la préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC dans 115 pays.

75. Les lignes directrices sur la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC convenues dans la décision 54/39 permettent aux pays visés à l'article 5 de tenir compte des incitatifs financiers et des possibilités de cofinancement dans leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC, car ceux-ci pourraient assurer que l'élimination des HCFC a des avantages, conformément au paragraphe 11 b) de la décision XIX/6 des Parties.

76. Le Secrétariat a pris note que les résultats de l'étude proposés par l'ONUDI pourraient aider les pays à examiner les possibilités de cofinancement lors de la préparation du plan de gestion de l'élimination des HCFC dans plus de 115 pays. Il prend note également que le Comité exécutif n'a encore fourni aucune orientation sur la façon de calculer les avantages climatiques de l'élimination des HCFC, ni sur le fait que ces coûts pourraient ou non constituer des coûts différentiels aux yeux du Fonds multilatéral. Le Secrétariat a aussi pris note que la proposition de l'ONUDI décrit le développement de méthodes pour potentiellement obtenir un cofinancement de la part du FEM.

77. Dans son examen des coûts proposés pour le projet, le Secrétariat a pris note que l'ONUDI demande 100 000 \$US pour de l'équipement. Afin de fournir des précisions sur l'ajout d'un volet équipement, l'ONUDI a informé le Secrétariat que la proposition comprend la mise en œuvre d'un projet pilote dans deux entreprises afin de mettre en évidence les technologies qui seront développées, et que cet équipement sera nécessaire au cours du projet pilote.

78. Le Secrétariat a aussi indiqué qu'il s'agit de la première fois qu'une agence d'exécution propose un projet de ce genre au Comité exécutif et qu'il n'existe aucun précédent pour ces propositions ni lignes directrices pour leur examen. Il indique également que ce projet ne constitue peut-être pas clairement des coûts différentiels selon la Liste indicative des catégories de coûts différentiels de l'article 10 convenue à la quatrième Réunion des Parties au Protocole de Montréal et, pour cette raison, n'est pas admissible à une assistance financière. Le Comité exécutif pourrait toutefois souhaiter examiner la proposition détaillée de l'ONUDI et déterminer si elle doit être débattue en raison de la contribution positive possible au développement de plans complets de gestion de l'élimination des HCFC.

Recommandation du Secrétariat

79. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner cette proposition à la lumière de l'information ci-dessus et lors des délibérations sur le point 14 à l'ordre du jour : Facilité d'obtenir des revenus supplémentaires provenant de prêts et autres sources.

Annex I

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSALS

Armenia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	
Implementing Agency:	UNIDO
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	0
Amount requested (Phase I) (US \$):	120,000
Amount recommended for approval for Phase I (US \$):	120,000
Agency support costs (US \$):	9,000
Total cost of institutional strengthening Phase I to the Multilateral Fund (US \$):	129,000
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase I at US \$12.1/kg (ODP tonnes):	n/a
Date of approval of country programme:	n/a
ODS consumption reported in country programme (insert year) (ODP tonnes):	n/a
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	196.5
(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	0.0
Latest reported ODS consumption (2007) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex A Group I (CFCs)	25.0
(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
(e) Annex E (Methyl bromide)	0.0
(f) Annex C Group I (HCFCs)	4.4
Total	29.4
Year of reported country programme implementation data:	2007
Amount approved for projects (US \$):	97,000
Amount disbursed (as at insert month year) (US \$):	0
ODS to be phased out (ODP tonnes):	n/a
ODS phased out (as at insert month year) (ODP tonnes):	

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities		Funds approved (US \$)
(a)	Investment projects:	0
(b)	Institutional strengthening:	0
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	97,000
	Total:	97,000

Former Yugoslav Republic of Macedonia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing Agency:		UNIDO
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
	Phase I: oct-96	152,900
	Phase II: mar-00	101,950
	Phase III: dec-01	101,950
	Phase IV: apr-04	132,347
	Phase V: apr-06	132,347
	Total	621,494
Amount requested for renewal (Phase VI) (US \$):		132,347
Amount recommended for approval for Phase VI (US \$):		132,347
Agency support costs (US \$):		9,926
Total cost of institutional strengthening Phase VI to the Multilateral Fund (US \$):		142,273
Equivalent amount of CFC phase-out due to institutional strengthening Phase VI at US \$12.1/kg (ODP tonnes):		n/a
Date of approval of country programme:		1995
ODS consumption reported in country programme (1995) (ODP tonnes):		72.8
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
	(a) Annex A Group I (CFCs) (Average 1995-1997)	519.7
	(b) Annex A Group II (Halons) (Average 1995-1997)	32.1
	(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride) (Average 1998-2000)	0.1
	(d) Annex B Group III (Methyl chloroform) (Average 1998-2000)	0.0
	(e) Annex E (Methyl bromide) (Average 1995-1998)	12.2
Latest reported ODS consumption (2007) (ODP tonnes) as per Article 7:		
	(a) Annex A Group I (CFCs)	0.0
	(b) Annex A Group II (Halons)	0.0
	(c) Annex B Group II (Carbon tetrachloride)	0.0
	(d) Annex B Group III (Methyl chloroform)	0.0
	(e) Annex E (Methyl bromide)	0.0
	(f) Annex C Group I (HCFCs)	1.2
	Total	1.2
Year of reported country programme implementation data:		2007
Amount approved for projects (US \$):		4,755,247
Amount disbursed (February 2009) (US \$):		4,517,526
ODS to be phased out (ODP tonnes):		574.4
ODS phased out (February 2009) (ODP tonnes):		539.4

2. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities		Funds approved (US \$)
(a)	Investment projects:	3,319,677
(b)	Institutional strengthening:	621,494
(c)	Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	814,076
	Total:	4,755,247

Progress report

3. The Former Yugoslav Republic of Macedonia reported on a number of important initiatives it has undertaken during this last phase of the institutional strengthening project. These include the completion of some investment projects that were delayed, implementation of the TPMP in the country through the completion of training courses for refrigeration service technicians, approval of code of practice,

provision of training materials and equipment for vocational schools. The NOU has also continued timely reporting of ODS consumption, and initiated a series of awareness raising activities covering the whole country. The NOU of Former Yugoslav Republic of Macedonia is also an active member of the network for ODS officers in the ECA region and has provided advice and assistance to the younger members of the network.

Plan of action

4. Over the next two years Former Yugoslav Republic of Macedonia's action plan intends to focus on the completion of the remaining activities in the TPMP to ensure that they meet the 2010 CFC and halons phase-out. It will also continue awareness raising activities in the country, as well as initiate actions for the phase-out of HCFCs. These include the preparation of the HPMP and review of ODS regulations to include HCFCs.



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

57th Executive Committee of the
Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol

UNIDO Work Programme

57th ExCom

UNIDO

**Work Programme - 57th ExCom
Final (24 February 2009)**

Introduction

This Work Programme for the year 2009 (57th ExCom) has been prepared based on ongoing and planned activities and following receipt of government requests. The Work Programme will support the implementation of UNIDO's three year Rolling Business Plan 2009-2011.

Priority was given to Article 5 countries needing immediate assistance to prepare the HCFC investments projects and management plans. The Business Plan is meant to provide an indication on where the UNIDO programme is moving in 2009, and to establish a financial resource estimate for implementing such a programme. Focus has been put on preparation of HCFC demonstration and investment projects.

The renewal of institutional strengthening support will be required for Macedonia.

Following the re-classification of Armenia as an Art.5 Country and completion of the previous IS components under the Country Programme implementation, the Government requested UNIDO to submit a new Project proposal to MLF, to cover the country needs for the compliance to Montreal Protocol and coordination of HCFCs phase-out related activities.

Furthermore, a number of project preparation activities for ODS disposal sector are foreseen.

The document comprises the following sections:

Section 1

Gives in a tabulated form by project types and country a consolidated list of activities foreseen for HCFC, MeBr, CTC/TCA and institutional strengthening.

Funding is requested as follows:

- Project preparation: US\$ 1,206,688 including 7.5% A.S.C.;
- Technical Assistance 9% A.S.C.: US \$109,000
- Funds mobilization proposal 7.5 %:US\$ 322,500 including
- Institutional strengthening: US\$ 271,273 including 7.5% A.S.C.;
- Total **US\$ 1,909,461** including A.S.C.

Section 2

Provides the corresponding project concepts indicating some details and funding requirements.

UNIDO

Work Programme - 57th ExCom
Final (24 February 2009)

Section 1

Consolidated table giving project
preparation and non-investment
projects in all countries and sectors

Country	Type	Substance	Title of Project	Requested amount USD	A.S.C USD	Total (incl ASC) USD	A.S .C. %	P. D.	Coop. with IAs
Institutional Strengthening									
Armenia	INS	SEV	Institutional Strengthening, NEW.	120,000	9,000	129,000	7.5	24	
Macedonia FYR	INS	CFC	Institutional Strengthening, Renewal.	132,347	9,926	142,273	7.5	24	
			Institutional Strengthening Total	252,347	18,926	271,273			
Technical assistance									
Cambodia	TAS	TCA	Technical assistance solvent sector	40,000	3,600	43,600	9	12	
Kenya	TAS	CTC/TCA	Technical assistance in the solvent sector	40,000	3,600	43,600	9	12	
Oman	TAS	SEV	Verification audit of the TPMP	20,000	1,800	21,800	9	12	
			Total	100,000	9,000	109,000			
MeBr project preparation									
Chile	PRP	MBR	Fumigants	50,000	3,750	53,750	7.5	12	
			MeBr Total	50,000	3,750	53,750			
Project preparation for Demonstration Projects									
Indonesia	PRP	HCFC-141b	Foam sector	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
China	PRP	HCFC-22	Room AC Manufacturing (RAC) sector	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
China	PRP	HCFC-22	Compressor manufacturing	30,000	2,250	32,250	7.5	12	
Uruguay	PRP	HCFC-22	Commercial refrigeration manufacturing sector (demonstration for 2 enterprises)	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
			PRP Total	210,000	15,750	225,750			
Project preparation for Investment HPMP Projects									
Argentina	PRP	HCFC-22	AC Manufacturing (RAC) sector	80,000	6,000	86,000	7.5	12	
Croatia	PRP	HCFC-141b	Foam sector	40,000	3,000	43,000	7.5	12	
				120,000	9,000	129,000			
Additional funding for HPMP preparation (HPMP)									
Albania	PRP	HCFC	Additional funding HPMP preparation	55,000	4,125	59,125	7.5	12	
			Additional funding for HPMP - Total	55,000	4,125	59,125			

Country	Type	Substance	Title of Project	Requested amount USD	A.S.C USD	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P. D.	Coop. with IAs
New req. for HPMP preparation (HPMP)									
Guatemala	PRP	HCFC	HPMP preparation	75,000	5,625	80,625	7.5	12	UNEP
Myanmar	PRP	HCFC	HPMP preparation	42,500	3,188	45,688	7.5	12	UNEP
			Funding for HPMP Plan Total	117,500	8,813	126,313			
ODS Disposal project preparation									
Chile	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
China	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	100,000	7,500	107,500	7.5	12	
Croatia	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	30,000	2,250	32,250	7.5	12	
DPRK	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	40,000	3,000	43,000	7.5	12	
Iran	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
Macedonia	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	30,000	2,250	32,250	7.5	12	
Nicaragua	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	40,000	3,000	43,000	7.5	12	
Pakistan	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	40,000	3,000	43,000	7.5	12	
Serbia	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	40,000	3,000	43,000	7.5	12	
Turkey	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	60,000	4,500	64,500	7.5	12	
Venezuela	PRP	SEV	Pilot project for ODS destruction	70,000	5,250	75,250	7.5	12	
			Funding for ODS disposal pilot projects	570,000	42,750	612,750			
Technical Assistance for Funds Mobilization									
Global	TAS	SEV	Funds mobilization	300,000	22,500	322,500	9	12	
			Total Funds Mobilization	300,000	22,500	322,500			
			GRAND TOTAL	1,774,847	134,614	1,909,461			

UNIDO

Work Programme - 57th ExCom
Final (24 February 2009)

Section 2

Project concepts

Project Concept

Country:	Armenia
Title:	Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Armenia
Project Duration:	24 months
Project Budget:	129,000 (including US\$ 9,000 representing 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministry of Nature Protection of Armenia

Project Summary

The project aims at **institutional strengthening and capacity building of the Ministry of Nature Protection** and will ensure helping the Government meet its obligations under the Montreal Protocol on the substances that deplete the Ozone Layer.

In this context, the National Ozone Office will be assisted in monitoring and identification of Ozone-depleting substances consumption and up-dating the needed national policies and regulations.

The NOU will monitor all the project activities as per the Country Programme, including the collection of consumption data and reporting as required, with a specific view to HCFCs phase-out schedule for the Art. 5 countries.

Project Concept

Country: **Argentina**

Title: Preparation of investment projects for the conversion of ten air-conditioning manufacturing companies to non-HCFC based technologies

Project Duration: 12 months

Project Budget: 86,000 (including 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: OPROZ, Ministry of Environment

Project Summary

UNIDO received an official Government request from Argentina to prepare investment projects for the phase-out of HCFCs in the air-conditioning manufacturing sector at ten companies.

Manufacturer	Production start	Units produced 2008	R-22 consumption 2008 [kg]
Audivic	2005	120,000	156,000
BGH	1982	259,567	243,000
Digital Fueguina (Garbarino)	2007	74,570	70,840
Electrofuegina (Fravega)	2005	123,409	81,200
Foxman Fueguina	2004	8,000	6,200
Good Cold	1996	980	2,040
Interclima (Mirgor)	2004	325,190	292,000
Multicontrol	1983	5,546	12,500
New Scan*	1999	157,850	147,400
RVF-SOMTEC-MEGASAT	1984	169,253	128,000
Total		1,244,365	1,139,180

*: 55% local ownership (2008 production data based on local ownership only)

Potential technology selection: HFC-410A, and in some cases HFC-417 and HFC-404A. Final decision on alternative selection will be made during project preparation.

Project Concept

Country: Republic of Macedonia

Title: Extension of Institutional Strengthening Project - Phase VI

Project Duration: 24 months

Project Budget: 142,273 (including US\$ 9,926 representing 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment and Physical Planning - Republic of Macedonia

Project Summary

UNIDO received an official Government request from the Ministry of Environment and Physical Planning - Republic of Macedonia for the renewal of the institutional strengthening support for Macedonia, Phase VI.

The project objective aims improved capacity of government structures responsible for Ozone Depleting Substances Phase-out with a specific view to achieve compliance to HCFCs phase-out.

Project Concept

Country:	Cambodia
Title:	Technical Assistance for the total phase-out of CTC and TCA in solvent sector and compliance to Montreal Protocol targets
Project Duration:	12 months
Project Budget:	43,600 US\$ ((including US\$ 3,600 representing 9% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	NOU - Ministry of Environment

Project Summary

The CTC and TCA consumption in the last 3 years is less than 2MT, and the solvent sector has not been covered by already approved TPMPs

The TA project will ensure support for monitoring activities and training to ensure the country compliance to the final elimination targets and in line with the Montreal Protocol commitments.

The Governments of Cambodia have specifically requested UNIDO's technical assistance to address the phase-out of the remaining CTC/TCA consumption. Both TAS requests are in line with ExCom Decision 45/14. In addition to possible CAP activities, UNIDO is planning to make a survey of the remaining CTC/TCA uses in the countries, will hold awareness raising workshops and provide tailor-made assistance to the end-users, and identify critical laboratory uses for which alternatives may not be available, for an effective and sustainable phase-out and for preparation of EUN in case required. This concept has already been successfully implemented by UNIDO in several countries in similar situation.

Project Concept

Country: Kenya

Title: Technical Assistance for the total phase-out of CTC and TCA in solvent sector and compliance to Montreal Protocol targets

Project Duration: 12 months

Project Budget: 43,600 US\$ ((including US\$ 3,600 representing 9% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: NOU - Ministry of Environment

Project Summary

The CTC and TCA consumption in the last 3 years is less than 2MT, and the solvent sector has not been covered by already approved TPMPs

The TA project will ensure support for monitoring activities and training to ensure the country compliance to the final elimination targets and in line with the Montreal Protocol commitments.

The Governments of Kenya have specifically requested UNIDO's technical assistance to address the phase-out of the remaining CTC/TCA consumption. Both TAS requests are in line with ExCom Decision 45/14. In addition to possible CAP activities, UNIDO is planning to make a survey of the remaining CTC/TCA uses in the countries, will hold awareness raising workshops and provide tailor-made assistance to the end-users, and identify critical laboratory uses for which alternatives may not be available, for an effective and sustainable phase-out and for preparation of EUN in case required. This concept has already been successfully implemented by UNIDO in several countries in similar situation.

Project Concept

Country: Chile

Title: Elimination of MeBr in soil fumigation (horticulture, mainly strawberry sector)

Project Duration: 12 months

Project Budget: 53,750 US\$ (including 7.5% Agency Support Cost)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment (CONAMA)

Project Summary

Project preparation to submit an investment project to eliminate the 175 ODP tones before 2015, which still consuming by the country in soil fumigation, mainly in the strawberry production.

Project Concept

Country: China

Title: Preparation of two demonstration projects for the conversion of two manufacturing lines to two non-HCFC based technologies in the room air-condition sector

Project Duration: 12 months

Project Budget: 64,500 (including 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environmental Protection

Project Summary

China is the largest producer of room air conditioners worldwide. The sector consists of some 100 companies. Due to the climatic conditions of the country the use of room air conditioners is wide-spread in offices, medical and educational institutions, households etc. Currently there are no final alternatives to replace HCFC-22 in the sector. The most promising technologies are hydrocarbons (HCs), hydrofluorocarbons (HFCs) and carbon dioxide (CO₂). The selection of the most appropriate alternatives has to be matched with the availability of the new refrigerant in China, its price, cost of conversion, cost of new components required, safety and environmental considerations, and market acceptance.

UNIDO received a government request from China to prepare two demonstration projects for the room air-conditioning manufacturing sector to study the technical and financial implications of the conversion to:

- a) HFC-410A and
- b) HC290 alternatives.

Company information:

1) Qingdao Haier

- Established in 1984
- Start-up of production of room air-conditioners in 1992
- Total number of production lines: 16;

- Number of room air-conditioners produced in 2007: approximately 8,940,000 units, of which about 2,560,000 sets were exported;
- Total consumption of HCFC-22 in 2007: approximately 10,000 metric tons;
- Annual production level of the targeted demonstration production line: about 300,000 units;
- The annual consumption of this line is about 300 metric tons;
- Proposed alternative: HC-290.

2) Guangzhou Midea

- Established in 1968
- Start-up of production of room air-conditioners in 1981
- Total number of production lines: 90;
- Total number of room air-conditioners produced in 2008: about 15,000,000 units;
- Total consumption of HCFC-22 in 2008: about 12,000 metric tons;
- Annual production level of the targeted demonstration production line is about 500,000 units;
- Annual consumption of this line is about 400 metric tons;
- Proposed alternative: HFC-410A.

The above demonstration projects will provide sufficient information required for the preparation for the sector plan including selection of medium-term alternative(s), technical and technological requirements, detailed costing of conversion (incl. ICC and IOC).

The project has also global implications in two sense:

- A) Since China is the biggest supplier of air-conditioners worldwide, early phase-out of the use of R-22 in the manufacturing of room ACs in China will benefit the phase-out efforts of other A5 countries.
- B) Lessons learned in the conversion can be utilized in other A5 countries manufacturing room ACs with R-22.

The alternative technology for each demonstration project will be finalized in the preparation stage.

Project Concept

Country:	China
Title:	Preparation of a demonstration project for the conversion of a compressor manufacturing line to non-HCFC based technology in the room air-condition sector
Project Duration:	12 months
Project Budget:	32,250 (including 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministry of Environmental Protection

Project Summary

China is the largest producer of room air conditioners worldwide. The selection of the most appropriate alternatives has to be matched with the availability of the new refrigerant in China, its price, cost of conversion, cost of new components required, safety and environmental considerations, and market acceptance.

UNIDO received a government request from China to prepare a demonstration project for the conversion of a compressor manufacturing line to non-HCFC based technology in the room air-conditioning manufacturing sector to study the technical and financial implications of the conversion.

Company information:

3) Shanghai Haili - compressor manufacturer

- Established in 1954
- Start-up of production of room air-conditioners in 1986
- Total number of compressors produced in 2007: about 12,660,000 sets, of which about 1,660,000 sets were exported;
- Annual production at the targeted demonstration production line: about 100,000 compressors;
- The annual indirect consumption of this line is about 130 metric tons;
- Proposed alternative: HC-290.

Project Concept

Country:	Indonesia
Title:	Preparation of demonstration projects for the conversion technology at two different sub-sectors of the polyurethane foam; rigid polyurethane sandwich panel production and flexible moulded foam production, to two non-HCFC and low GWP based technologies.
Project Duration:	12 months
Project Budget:	64,500 (including 7.5% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministry of Environment

Project Summary

Located at the cross-road of the Asian Pacific, between two oceans and two continents of Australia and Asia, Indonesia is the largest archipelago in the world consisting of about 17,000 islands with total area of 9.8 million square kilometers (7.9 million km² sea and 1.9 million km² land).

With an economic growth of 6.3 per cent in 2007 and a Gross Domestic Product (GDP) per capita of US \$1,858, Indonesia is emerging as one of the world's Middle Income Countries.

Almost 90% of global greenhouse gas (GHG) emissions come from five sources: energy (25.9%), industry (19.4%), forestry (17.4%), agriculture (13.5%) and transport (13.1%). Extensive use of fossil fuel, deforestation, agricultural practices, waste and other energy sources are responsible for much of global warming.

Indonesia is an Article 5 country with a large foam sector which includes all sub-sectors, flexible box foam, flexible slabstock, flexible moulded and integral skin, extruded polystyrene and polyethylene, phenolic foams and rigid polyurethane foam, being the largest in terms of foam produced and ODS consumed. Due to the climatic conditions of the country and energy saving efforts insulating materials play very important role for new designs in civil construction and

refrigeration sectors. Currently there are no final alternatives to replace HCFC-141b in the sector. The most promising technologies are hydrocarbons (HCs), methyl formate and carbon dioxide (CO₂). The selection of the most appropriate alternatives has to be matched with the availability of the new blowing agents in Indonesia, its price, cost of conversion, capital investments and cost of new components required, safety and environmental considerations, and market acceptance.

UNIDO received a government request from Indonesia to carry out stand alone demonstration projects of HCFC phase-out in the foam industry.

Company information:

1) PT Airtekindo Prima

- Established in 1993
- The company has two continuous lines for the production of rigid PU sandwich panels. Two sides Al-sheet laminated panels are used mainly for the fabrication and installation of the ductworks.
- In 2008 the company produced almost 700 tonnes of sandwich panels and consumed more than 60 tonnes of HCFC 141b.
- Company opted for the conversion to low operational cost cyclopentane blowing. The company has its own premixing facility to prepare 10-component batches which should be replaced with accurate direct metering and dosing to multi component mixing head, to ensure economy in the use of components explosion safety and quality of end products.
- The company is ready to establish their converted technology on the use of domestic cyclopentane, thus validation of new technology for the use of C-5 fractions to be supplied by Indonesian petrochemical producer, Pertamina will be also subject of the demonstration project.
- The proposed technology is new to Indonesia.

2) PT Universal Furnitech Industry

- Established in 1996
- The company is producing seats and chairs made of steel and wooden structures.
- More than 15,000 chairs per month are normally produced.
- The company is currently using HP foam dispenser serving 11 mould and still also hand mix technique normally

serving four smaller moulds for armrests and other smaller components like head rests.

- Foam density varies from 40 - 55 kg/m³ depending on the type of product (seat, back seat, armrest). Total consumption of HCFC-141b in 2008: about 12 metric tons;
- Proposed alternative technology liquid CO₂ blowing dosed directly to mixing head, complemented with minimal portion of CO₂ generated through water-isocyanate reaction to ensure optimal cell creation and thus homogenous flexible PU foam. The technology is new to Indonesia.

The above demonstration projects will provide sufficient information required for the preparation for the sector plan including selection of long term sustainable and energy saving alternatives with all climate concerns including no- (very low) global warming potential.

The technologies are new to Indonesia and therefore adaptability to local conditions as well as the use of locally made blowing agents will be also validated.

Lessons learned in the conversion can be utilized:

- in other sectors like domestic and commercial refrigeration,
- in other A5 countries to produce high quality insulating materials and high comfort durable sitting furniture.

The alternative technology for each demonstration project will be finalized in the preparation stage.

Project Concept

Country: Croatia

Title: Project preparation for the phase-out of HCFC-141b in the PU Foam Production

Project Duration: 18 months

Project Budget: 43,000 (including 7.5% Agency Support Costs of US\$ 3,000)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment (MEPPPC)

Project Summary

UNIDO received an official Government request for preparation of an investment project for the phase-out of approximately 40 MT of HCFC-141b in the PU Foam production in Croatia

Name of the companies:

- Pavusin established in 1997
- Poli-Mix established in 1998

HCFCs consumption:

Approximately 40 MT HCFC -141b

Products:

- Sandwich panels hard PU Foam blocks, integral skin

Project Concept

Country: Uruguay

Title: Project preparation for a demonstration to eliminate HCFC use in the refrigeration manufacturing sector

Project Duration: 12 months

Project Budget: 64,500 (including 7,5% Agency Support Cost)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Direccion Nacional de Medio Ambiente, Ministry of Environment

Project Summary

UNIDO received an official Government request for preparation of a demonstration project for the elimination of approximately 10 MT of HCFC use in the refrigeration manufacturing sector in Uruguay

Two manufacturing refrigerator chamber companies located in Montevideo would be ready to adopt some alternatives. Both companies have been established before July 1995.

Alternative technology to be considered under preparatory activities will be different refrigerants adapted to the condition and system of the companies. Test on efficiency, energy consumption will be carried out

Company information:

1) Company One

- Established in 1978
- Start-up of production of commercial refrigeration chambers in 1978
- Number of tailor made chambers produced in 2007: approximately 400 units for the local per unit about 15 kgs average.
- Total consumption of HCFC-22 in 2007: approximately metric tons;

- Annual production level of the targeted demonstration about 40 units;
- Proposed alternative: HFC Blend and Hydrocarbons blend including the necessary safety measures.
- Located in Montevideo

Company information:

1) Company Two

- Established in 1984
- Start-up of production of commercial refrigeration chambers 1984
- Number of tailor made chambers produced in 2007: approximately 300 units for the local average of 13 Kg
- Total consumption of HCFC-22 in 2007: approximately 4 metric tons;
- Annual production level of the targeted demonstration about 30 units;
- Proposed alternative: HFC Blend and Hydrocarbons blend including the necessary safety measures.
- Located in Montevideo

Results of the demonstration will be disseminated through workshops, conferences and network meeting to interested Article 5 countries with emphasis to the region.

Project Concept
Additional funding for HPMPs preparation

Country: Albania, Guatemala and Myanmar

Title: Preparation HPMP

Project Duration: 12 months

Project Budget: as per the summary table above

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: National Ozone Unit

Project Summary

In response to Decision 56/16 UNIDO is submitting three funding requests for HPMP preparation.

Guatemala and Myanmar have not yet received HPMP preparation funding. These projects will be implemented in cooperation with UNEP as decided by the Governments concerned.

Albania received US\$ 30,000 for HPMP preparation at the 55th ExCom Meeting based on the zero HCFC consumption reported at that time. Since Albania has reported HCFC consumption in its 2007 data reporting, Albania is eligible for US\$ 85,000 for HPMP preparation funding in line with ExCom Decision 56/16. In light of the above US\$ 55,000 plus support cost is requested as additional HPMP preparation funding for Albania.

Project Concept

Country:	Several (Chile, China, Croatia, DPR Korea, Iran, Macedonia, Nicaragua, Pakistan, Serbia, Turkey, Venezuela)
Title:	Preparation ODS disposal pilot projects
Project Duration:	12 months
Project Budget:	as per the table above
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	National Ozone Unit

Project Summary

Following the Decision XX/7 of the Meeting of the Parties to Montreal Protocol, related to the Environmentally sound management of banks of ozone-depleting substances, is requesting both IAs and MLF to consider as a matter of urgency commencing pilot projects that may cover the collection, transport, storage and destruction of ozone-depleting substances, UNIDO included in the work plan related preparatory related activities.

The future pilot projects for ODSs destruction will address the total available know stocks for destruction, by addressing the include the following activities:

- unwanted ODS inventory
- collection and transportation
- screening in technologies and selection of destruction methods
- up-date of national legislation and regulations to support destruction activities
- training needs and training programmes to develop the country capacity in dealing with ODS destruction issues and unwanted future ODS stockpiling
- consideration of potential different funding sources (as CDM and voluntary markets, or other financial instruments)

Expected amount of ODSs to be destroyed:

Country	Sector / Sub-Sector	Total ODP tonnes
Chile	Pilot project for the destruction of ODSs	60.0
China	Pilot project for the destruction of ODSs	100.0
Croatia	Pilot project for the destruction of ODSs	15.0
Iran	Pilot project for the destruction of ODSs	30.0
Korea, DPR	Pilot project for the destruction of ODSs	10.0
Macedonia, FYR	Pilot project for the destruction of ODSs	10.0
Nicaragua	Pilot project for the destruction of ODSs	10.0
Pakistan	Pilot project for the destruction of ODSs	50.0
Serbia	Pilot project for the destruction of ODSs	50.0
Turkey	Pilot project for the destruction of ODSs	14.0
Venezuela	Pilot project for the destruction of ODSs	200.0

Project Concept

Country: Global

Title: Mobilizing additional funds through the special facility under the MLF to count for the climate co benefits of the HCFCs phase out projects

Project Duration: 12 months

Project Budget: 322,500 (including 7.5% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Project Summary

Reference: the MLF facility for resource mobilization funding

This proposal has reference to the resource mobilization funding that UNIDO included in its business plan.

The proposal takes into account the discussions about the issue held in Montreal during the coordination meeting on 26-27 Jan. 09. Furthermore, the below considerations have been taken into account in developing this proposal:

- GEF provides funding for projects in the thematic areas of interest, such as those relating to the UNFCCC, UNBDC and UNDCC. Projects aiming at energy saving and increase the energy efficiency are usually funded.
- GEF operates through national Focal Points (NFP) within governments and in most cases the projects proponents or counterparts are governmental entities (Energy Ministry, Agricultural Ministry, transportation Ministry, etc).
- GEF has limited access/experience in working with individual companies in the private sector especially if they are SMEs.
- GEF confounding requirements made more complex for developing countries to fully benefit from the GEF. And this is more apparent when SMEs were concerned.
- MLF has the mandate to provide funding and assistance for covering the incremental costs relating to the ODS phase out.
- MLF and IAs have a long history of successful cooperation with A5 countries conversion projects at national and

- enterprise level (over than 5000) projects have been implemented so far). MLF has been successful in building partnership with A5 countries and in developing a good system to deal with big number of national and individual projects in a very smooth and cost effective manner.
- MLF has been successful in achieving remarkable results in the reduction of GHG emissions as a by-product of ODSs phase out projects. However, the generation of climate benefits is not mandated by the MP and therefore associated costs are not covered by MLF.
 - Partnership between the GEF and MLF would serve the purposes of both bodies and make use of the strength of each other specifically in the HCFCs phase out era, taking into account the decisions of the MOP and ExCom to adopt alternatives that generate climate and environment co benefits where applicable.

Proposal:

To develop a concept and methodology to calculate the additional costs to be born by the MLF corresponding to the introduction of alternatives or practices that generate climate co benefits. Such additional costs are mostly related to the improvements of the energy performance during manufacturing and subsequently increased energy efficiency of equipments during operation. This is due to the fact that in the refrigeration and A/C equipment, the indirect emissions are dominant in most cases.

Such additional costs could be then covered by the GEF through a special facility at the MLF to allow for more approvals of phase out projects with co climate benefits without jeopardizing the limited funds under the current replenishment.

It is needless to mention that such additional costs will be definitely less compared to costs to be paid by GEF to achieve the same results through their current way of business to implement stand alone projects with the objective to increase the energy efficiency of production and equipments at a designated manufacturing facility (estimated at 15- 20% of the total project).

A conversion project funded by the MLF covers usually the remaining costs relating to activities that are required any way to enable manufacturing enterprises to improve their energy performance.

One should consider that in most developing countries, equipments manufacturers are not required to improve the energy efficiency of their products if it means additional costs to be born by them either due to modification of process or materials costs. As savings generated due to increased

energy efficiency would be usually beneficial to end-users and subsequently to developing countries governments due to reducing of required investments in power generation to meet the national growing demands.

UNIDO is therefore requesting 300,000 US\$ to workout the methodology and concept in collaboration with GEF and apply it to one of its pilot projects at PETRA Co. in Jordan.

The idea is to avoid the very complicated and lengthy procedure relating to the calculation of Co2 emission reductions and validating of CERs. The anticipated methodology should enable both UNIDO and GEF calculate the climate co benefits in an easy and straightforward manner and agree on the contribution to the special facility.

Similarly, UNIDO plans to use part of the above requested funds for developing a methodology for the calculation of climate co benefits (maybe in CERs form) resulted from the implementation of one of its pilot projects on proper environmental management and destruction of unwanted ODSs in A5 countries. The concept shall also streamline MLF funds with available funding from other institutions for similar activities (FAO funds for the proper management of unwanted chemicals: insecticides and pesticides).

The concepts and methodologies to be developed could be then used as model for replication with other similar activities and projects.

The application of the methodologies in two of UNIDO pilot projects is planned to apply in our HCFCs phase out project at Petra Co. in Jordan and on one of the management and destruction projects.

Cost breakdown (in US\$):

International Consultants	72,000
National Consultants	48,000
Travel	30,000
Equipment (for demonstration)	100,000
Management, monitoring and training	50,000
Total	300,000